

20210916 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2021/09/16/expulsion-du-squat-de-feyzin-un-satisfecit-pour-la-prefecture-pas-pour-les-associations/>

Actualité



Expulsion du squat de Feyzin : un satisfecit pour la préfecture, pas pour les associations

L'AUTEUR : Pierre Lemerle

[Plus d'articles](#)

Les forces de l'ordre ont évacué les familles du squat de Feyzin, ce jeudi 16 septembre. Si la préfecture met en avant une opération s'étant déroulée « dans le calme », les associations s'inquiètent du devenir de plusieurs de ses ex-occupants.

L'information avait fuité sur les réseaux sociaux, [mercredi dans l'après-midi](#). Ce jeudi 16 septembre, à 7 heures, les forces de l'ordre sont intervenues pour évacuer les habitants du squat de Feyzin, résidant dans l'ancienne école Georges-Brassens.

Depuis février 2020, cet ancien établissement scolaire était occupé par des personnes sans logement. Propriétaires des lieux depuis 2012, la société Total Raffinage avait demandé leur expulsion. [Se sachant sous la menace d'une évacuation depuis juillet](#), 65 personnes étaient présentes à l'arrivée des forces de l'ordre.

Selon la préfecture, 48 personnes, dont 21 mineures, ont été mises à l'abri dans un centre d'hébergement d'urgence, géré par l'armée du Salut -soit à l'ancien hôpital Antoine-Charial, à Francheville. Trois personnes vont être hébergées dans le cadre du dispositif d'aide au retour volontaire et 14 personnes ont refusé la proposition de mise à l'abri, dans ce cadre du dispositif d'aide au retour volontaire. Selon les associations, ces familles proviennent en majorité d'Europe.

Dans un communiqué, les services de l'Etat se félicitent d'une opération s'étant « déroulée dans le calme (...) à la suite d'un travail partenarial. » Une vision loin d'être partagée par tous les associatifs présents sur place.

Squat de Feyzin : des familles toujours en attente de solution

Présente lors de l'intervention, Berthe, une membre de l'association [CLASSES](#) (Collectif lyonnais pour l'accès à la scolarisation et le soutien aux enfants des squats), s'étonne du dispositif policier jugé disproportionné, mis en place pour cette intervention. Selon les photos transmises, on pouvait compter près de 15 de camions de police présents ce jeudi matin. Annoncée au dernier moment, l'opération a dû être gérée avec les familles par les associations. « Alors que ce n'est pas notre rôle », nous dit-elle.

« Ils semblent profiter du [plan de résorption des bidonvilles](#) pour contrôler les habitants, et leur situation administrative, constate Berthe. Ce n'est pas le but de la démarche. »

Elle souligne également que deux familles, une roumaine et une bosniaque, étaient toujours sans solution au moment du départ.

Même constat [pour la CALLE](#) (Coordination d'Actions pour le Logement à Lyon et environs). Les militants s'alarmaient ce jeudi matin d'une expulsion « sans préavis et avec un dispositif massif ». Selon eux, « très peu de propositions de relogement » avaient été annoncées encore à 10 heures.

Une partie des habitants non présents

En juillet, l'avenir des habitants du squat de Feyzin avait déjà inquiété le « [Collectif intersquats exilé.es Lyon et environs](#) » et le « Collectif soutiens/migrants de la Croix-Rousse. » Dans une lettre ouverte, ces derniers avaient noté que plus d'une centaine d'habitants étaient toujours en attente d'une solution d'hébergement. Et cette intervention ne réglerait pas le problème, selon eux.

Prenant les exemples de [l'Amphi Z](#) et du collège [Maurice-Scève](#), ils analysaient que ces fermetures n'avaient mené qu'à de nouvelles ouvertures de squat.

Au moment de l'intervention ce matin, il ne restait plus que 65 personnes à Feyzin. Une partie des habitants avait disparu avant l'arrivée des services de l'Etat.